

1, boulevard Hippolyte Marquès
94200 Ivry-sur-Seine
Tél. : 01 49 59 68 15
Fax : 01 79 61 65 65

DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET DE RESPONSABILITES

Je soussigné, Monsieur Didier Jeanneau, ci-après le Délégué, directeur général de la société Résidences Sociales de France, société anonyme d'HLM, dont le siège social est Ivry-sur-Seine 94200, 1 boulevard Hippolyte Marquès, ci-après la Société, donne à **Madame Laurence Boucard**, ci-après la Déléguataire, directeur délégué, les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses fonctions dans les conditions qui suivent :

I. RAPPEL DES MISSIONS

La Déléguataire exerce les fonctions de directeur délégué de la maîtrise d'ouvrage thématique, en charge du développement des opérations thématiques, au sein de la Société, depuis le 1^{er} mai 2011.

La Déléguataire a pour mission d'organiser et de diriger l'activité de maîtrise d'ouvrage de Résidences Sociales de France dédiée à la création de résidences pour des publics spécifiques sur l'ensemble du territoire national.

Cette activité comprend à la fois des opérations de construction neuve, des opérations d'acquisition-amélioration, nécessitant des interventions sur des immeubles existants, des opérations d'acquisition sans travaux ainsi que des opérations de démolition-reconstruction relatives au patrimoine de Résidences Sociales de France. Elle est également en charge des opérations d'aménagement.

La mission de la Déléguataire englobe, sans exception, toutes les tâches attachées à la construction immobilière et notamment à la réalisation de logements thématiques, telles que :

- rechercher, pour les acquérir, des sites de construction ou des immeubles à réhabiliter,
- rechercher des gestionnaires et négocier avec eux les conditions des conventions de location à signer sur les résidences thématiques développées,
- demander les permis de démolir et les permis de construire conformes aux projets de la Société,
- négocier, conclure, résilier les marchés et contrats de maîtrise d'œuvre,
- donner l'ordre d'ouverture des chantiers,
- prendre les mesures nécessaires pour assurer la surveillance de l'exécution des travaux commandés, tant pour ce qui concerne la conformité de la production aux objectifs, notamment commerciaux et de qualité, de la Société, qu'en ce qui concerne le respect de toutes réglementations en vigueur, telles celles prévues par le code de la construction, par le code de l'urbanisme et par le code du travail.

La Déléguataire est installée au siège social, avec son équipe.

La Société met à la disposition de la Déléguataire, dans le cadre de budgets qui lui sont accordés chaque année, les moyens financiers relatifs à son activité.

LB/RSF/14.05.2018

II. NATURE ET DÉFINITION DES POUVOIRS DÉLÉGUÉS

La Déléгатaire dispose d'une manière générale, de tous les pouvoirs habituels et ordinaires, nécessaires à l'exercice de ses fonctions, sans qu'il soit besoin de les décrire, ces pouvoirs s'exerçant dans le cadre des procédures d'engagement en vigueur dans la Société.

Elle dispose plus particulièrement des pouvoirs suivants :

1. Représentation de la Société

La Déléгатaire dispose des pouvoirs nécessaires pour représenter la Société dans toutes les relations auxquelles donnent lieu l'exercice de ses fonctions avec tous les partenaires de celle-ci et, notamment les acquéreurs, les pouvoirs publics, les collectivités locales, les entreprises, les équipes de maîtrise d'œuvre, les assureurs, les fournisseurs, les associations spécialisées dans l'insertion des personnes en difficulté, les gestionnaires de résidences sociales ou résidences à vocation sociale, les réservataires et les vendeurs.

À ce titre, elle est notamment autorisée à :

- signer, en qualité d'acquéreur, tous actes authentiques ou sous-seing privé relatifs aux acquisitions de terrain ou d'immeubles bâtis, dans les conditions décidées par la Société, notamment tous actes préalables aux acquisitions, toutes promesses d'achat et contrats de réservation,
- signer, en qualité de vendeur, tous actes authentiques ou sous-seing privé relatifs aux ventes notamment tous actes préalables aux ventes, toutes promesses de vente et contrats de réservation,
- signer les actes relatifs aux prêts bancaires devant notaire,
- signer, en qualité de preneur, les baux emphytéotiques et à construction,
- signer toutes demandes de permis de construire et de permis de démolir et, d'une manière générale, toutes pièces exigées par l'administration pour l'instruction des dossiers,
- signer toutes cessions ou rétrocession aux collectivités,
- conclure toutes conventions avec l'État en application des procédures de conventionnement,
- signer toutes conventions de réservation de logements,
- effectuer toutes déclarations, toutes démarches ou publicités requises par les dispositions légales ou réglementaires applicables à l'activité de construction ou à la maîtrise d'ouvrage immobilière,
- consentir toutes conventions d'occupation,
- signer tous règlements de copropriété, états de division en volume,
- signer toutes conventions de constitution de servitudes.
- signer tous protocoles d'accord,
- signer tous mandats de délégation de maîtrise d'ouvrage, toutes conventions d'assistance à l'acquisition en VEFA et d'études pré-opérationnelles,
- déclarer toutes créances de la Société, auprès des administrateurs et liquidateurs judiciaires, et signer toutes pièces se rapportant à ces déclarations,

Et plus généralement, signer tout contrat, convention ou document se rapportant à son activité ainsi que résilier tout contrat et convention se rapportant à son activité.

Elle dispose également de tous les pouvoirs requis, dans le cadre des procédures internes de la Société, pour faire intenter en justice par le Département Juridique, les actions liées à son activité.

2. Direction du personnel

La Déléгатaire dispose, dans tous les domaines couverts par la législation et la réglementation du travail, de tous les pouvoirs et moyens nécessaires pour exercer les responsabilités d'employeur à l'égard du personnel placé sous son autorité.

À ce titre, elle s'assure du respect des dispositions légales, conventionnelles et contractuelles, relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail et veille au respect des mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux conditions de travail (à l'exception des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du bâtiment du siège social et des établissements secondaires). Elle prend, à cette fin, toutes les mesures qu'elle estime nécessaires et utiles.

De même, elle vérifie que sont respectées les règles légales et les règles internes relatives aux congés et aux absences, y compris celles justifiées par une fonction syndicale ou une fonction de délégation dans la Société.

Avec l'assistance du responsable gestion du personnel et en accord avec le directeur général :

- elle décide des mutations et des promotions dans les services qu'elle dirige et prend toutes décisions en matière de rémunération dans la limite des enveloppes financières déterminées ou négociées au sein de la Société.
- elle est autorisée à prendre toutes sanctions, y compris les licenciements, concernant le personnel placé sous sa responsabilité.

Elle doit, régulièrement et à tout moment nécessaire en fonction de ce qu'elle observe dans ses équipes, sensibiliser et former ou faire former l'ensemble du personnel placé sous son autorité, afin que chacun soit convaincu de l'importance que représente, dans l'exercice des activités de la Société, le respect de la législation du travail.

La Délégate s'assure régulièrement de l'application effective, par le personnel placé sous son autorité, des dispositions législatives et réglementaires concernant la durée du travail, les conditions de travail et la sécurité, ainsi que de toutes les mesures prises pour leur application au sein de la Société. Elle est tenue de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer elle-même des contrôles pour s'assurer que ses instructions sont respectées.

3. Gestion des opérations de construction, d'acquisition-amélioration, d'aménagement et de démolition-reconstruction

La Délégate dispose des pouvoirs nécessaires pour définir les projets et faire réaliser les opérations de construction, d'acquisition-amélioration, d'aménagement et de démolition-reconstruction, en prenant les mesures nécessaires pour que ses services respectent toutes réglementations applicables aux marchés et aux contrats ainsi que les règles d'urbanisme en vigueur.

En outre, la Délégate prend toutes dispositions pour que soit assurée la sécurité sur les chantiers relevant de sa direction ainsi que la sécurité des biens et des personnes habitant dans les immeubles inclus dans les chantiers qu'elle conduit.

En particulier, la Délégate veille à ce que les obligations du maître d'ouvrage en matière de sécurité soient respectées.

Elle s'assure que les marchés et contrats signés prévoient toutes missions de contrôle et de sécurité nécessaires. Elle souscrit toutes assurances, conformes aux procédures internes, relatives aux chantiers et aux immeubles.

À ces effets, elle est autorisée à engager toute dépense, qu'elle résulte d'une lettre, d'un contrat, d'un marché ou d'un ordre de service, dans la limite des plafonds internes déterminés au sein de la Société.

Elle est autorisée à signer au nom de la Société, toute demande de permis de construire ou de démolir, convention d'aménagement et, d'une manière générale, toute convention ou pièce exigée par l'administration pour l'instruction des dossiers. De même, elle est autorisée à faire toute demande de financement dans la limite des plafonds internes, à faire toute demande de garantie auprès des collectivités locales et à signer toute pièce requise dans ce cadre.

Elle est également habilitée à faire appel à tout maître d'œuvre, architecte, bureau d'études, pilote ou spécialiste de la sécurité, ou à tout autre prestataire, à conclure notamment toute convention d'assistance ou de contrôle rendue nécessaire pour ou à l'occasion de l'exécution des travaux de démolition, construction, acquisition-amélioration, aménagement, ou des opérations d'acquisition de terrains ou d'immeubles.

Elle veille au respect des règles de procédures de consultation, qu'elles soient légales, réglementaires ou internes à la Société et s'assure qu'elles sont mises en œuvre et appliquées par ses collaborateurs directs dans les services qu'ils dirigent.

Elle est autorisée à signer ou résilier tout marché ou contrat, sous réserve de respecter le budget alloué par la Société.

La Délégitaire s'assure, lorsqu'elle fait appel à des tiers, du respect des règles relatives au travail dissimulé et à l'emploi de main-d'œuvre étrangère.

4. Relations avec les gestionnaires des résidences

La Délégitaire dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour organiser les relations de son service avec les gestionnaires de résidences en relations étroite avec les équipes de Résidences Sociales de France.

5. Pouvoirs financiers

Outre les pouvoirs d'engagement indiqués au paragraphe 3, ci-dessus, la Délégitaire a tous pouvoirs pour :

- recevoir les paiements et en donner quittance,
- signer les conventions de garantie des emprunts souscrits par la Société,
- effectuer des appels de fonds dans le cadre de la gestion des opérations de construction.

III. FACULTE DE SUBDELEGATION

La Délégitaire est autorisée à subdéléguer une partie des présents pouvoirs à ses collaborateurs dans les conditions et limites suivantes :

- ces délégations de pouvoirs ne pourront être consenties en-dessous du statut de chef de service.
- elles ne devront pas permettre de nouvelles sous-délégations.
- les pouvoirs délégués devront correspondre au champ d'activité des délégitaires et respecter les procédures internes, notamment celles concernant les engagements de dépenses, sans que ces dispositions internes soient opposables aux tiers.

IV. DUREE

La présente délégation se substitue à toutes délégations antérieurement données à la Délégitaire et produira ses effets pendant toute la durée des fonctions actuelles de celle-ci, à moins qu'elle ne soit retirée ou modifiée par le Délégitant ou par toute personne habilitée à donner ou retirer de tels pouvoirs.

V. RESPONSABILITES

Il est rappelé que la Délégitaire assumera personnellement les obligations et responsabilités qui pourraient découler de ses attributions et pouvoirs, étant rappelé que sa responsabilité pénale pourra être engagée en cas de non-respect, par elle-même ou par le personnel lui étant directement rattaché, de la réglementation en vigueur.

La Délégitaire devra par conséquent se montrer particulièrement attentive tant au contenu qu'à l'évolution des règles pénalement sanctionnées visées par la présente délégation, notamment (et sans que cette liste soit exhaustive) celles relatives :

DS

→

- (i) à la durée du travail, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans le Livre Ier de la Troisième partie du code du travail (articles L. 3111-1 et suivants) ;
- (ii) au travail dissimulé et à l'emploi de main-d'œuvre étrangère, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la Huitième partie du code du travail (articles L. 8221-1 et suivants et L. 8251-1 et suivants respectivement) ;
- (iii) à l'hygiène et à la sécurité des salariés, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la Quatrième partie du code du travail (articles L. 4111-1 et suivants) ;
- (iv) à la prévention des discriminations, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 et aux articles 225-1 et suivants du code pénal ;
- (v) à la prévention des discriminations dans la gestion du personnel salarié, telles qu'elles figurent à la date des présentes, aux articles L.1131-1 et suivants du code du travail ;
- (vi) aux procédures d'appel d'offres et de passation des marchés des organismes d'habitations à loyer modéré, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans le livre IV, titre III, chapitre III de la partie législative et livre IV, titre III, chapitre III de la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation et dans l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et ses décrets d'application ;
- (vii) à la protection des droits de la personne telle qu'elle est garantie, à la date des présentes, par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et ses textes d'application (articles 226-16 et suivants et R. 625-10 et suivants du code pénal) ;
- (viii) aux normes de sécurité applicables aux bâtiments, telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment :
 - dans le livre premier, titre II de la partie législative et livre premier, titre II de la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation ;
 - dans le livre III, titre I du code de la santé publique (prévention des risques relatifs à l'amiante et au plomb en particulier).
- (ix) au rôle du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent à la date des présentes aux articles L. 4531-1 et suivants du code du travail ;
- (x) aux procédures applicables en matière d'urbanisme telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment aux articles L. 160-1 et suivants et L. 480-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- (xi) aux opérations de construction telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment au livre premier, titre V de la partie législative du code de la construction et de l'habitation ;
- (xii) à l'environnement telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment dans le livre premier, titre VI de la partie législative du code de l'environnement.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 14 mai 2018
En trois exemplaires

*lu et approuvé, bon pour
acceptation de pouvoirs et
de responsabilités*

*bon pour délégation de pouvoirs et
de responsabilités*

La Déléguée (*)
Laurence Boucard

Le Délégué (**)
Didier Jeanneau

(*) Signature précédée de la mention manuscrite : « lu et approuvé, bon pour acceptation de délégation de pouvoirs et de responsabilités »

(**) Signature précédée de la mention manuscrite : « bon pour délégation de pouvoirs et de responsabilités »

1, boulevard Hippolyte Marquès
94200 Ivry-sur-Seine
Tél. : 01 49 59 68 15
Fax : 01 79 61 65 65

DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET DE RESPONSABILITES

Je soussigné, Madame Laurence Boucard, ci-après la Délégente, directeur délégué en charge de la maîtrise d'ouvrage thématique de Résidences Sociales de France, société anonyme d'HLM, dont le siège social est Ivry-sur-Seine 94200, 1 boulevard Hippolyte Marquès, ci-après la Société, ayant reçu délégation du directeur général de la Société, donne à **Madame Sophie Rottner**, ci-après la Délégate, directrice de l'agence construction, les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses fonctions dans les conditions qui suivent :

I. RAPPEL DES MISSIONS

La Délégate exerce les fonctions de directrice de l'agence construction, au sein de la direction de la maîtrise d'ouvrage de la Société, depuis le 6 février 2018.

La Délégate a pour mission d'organiser et d'assurer l'activité de construction de Résidences Sociales de France sur l'ensemble du territoire national.

Cette activité comprend à la fois des opérations de construction neuve, des opérations d'acquisition-amélioration, nécessitant des interventions sur des immeubles existants, ainsi que des opérations de démolition-reconstruction relatives au patrimoine de Résidences Sociales de France. Elle est également en charge des opérations d'aménagement.

La mission de la Délégate englobe, sans exception, toutes les tâches attachées à la construction immobilière thématique, telles que :

- demander des permis de démolir et de construire conformes aux projets de la Société,
- négocier, conclure, résilier les marchés et les contrats de maîtrise d'œuvre,
- donner l'ordre d'ouverture des chantiers,
- prendre les mesures nécessaires pour assurer la surveillance de l'exécution des travaux commandés, tant pour ce qui concerne la conformité de la production aux objectifs, notamment commerciaux et de qualité, de la Société, qu'en ce qui concerne le respect de toutes réglementations en vigueur, telles celles prévues par le code de la construction, par le code de l'urbanisme et par le code du travail.

La Délégate est installée au siège social, avec son équipe.

La Société met à la disposition de la Délégate, dans le cadre de budgets qui lui sont accordés chaque année, les moyens financiers relatifs à son activité.

SR/RSF/26.03.2018

II. NATURE ET DÉFINITION DES POUVOIRS DÉLÉGUÉS

La Délégitaire dispose d'une manière générale, de tous les pouvoirs habituels et ordinaires, nécessaires à l'exercice de ses fonctions, sans qu'il soit besoin de les décrire, ces pouvoirs s'exerçant dans le cadre des procédures d'engagement en vigueur dans la Société.

Elle dispose plus particulièrement des pouvoirs suivants :

1. Représentation de la Société

La Délégitaire dispose des pouvoirs nécessaires pour représenter la Société dans toutes les relations auxquelles donnent lieu l'exercice de ses fonctions avec tous les partenaires de celle-ci et, notamment avec les gestionnaires, les vendeurs, les pouvoirs publics, les collectivités locales, les réservataires, les acquéreurs de locaux à usage d'activités, les entreprises, les fournisseurs, les équipes de maîtrise d'œuvre et les assureurs.

À ce titre, elle est notamment autorisée à :

- signer, en qualité d'acquéreur, tous actes authentiques ou sous-seing privé relatifs aux acquisitions de terrain ou d'immeubles bâtis, dans les conditions décidées par la Société,
- signer, en qualité de vendeur, tous actes authentiques ou sous-seing privé relatifs aux ventes notamment tous actes préalables aux ventes, toutes promesses de vente et contrats de réservation,
- signer les actes relatifs aux prêts bancaires devant notaire,
- signer, en qualité de preneur, les baux emphytéotiques et à construction,
- signer toutes demandes de permis de construire ou de démolir et, d'une manière générale, toutes pièces exigées par l'administration pour l'instruction des dossiers,
- signer toutes cessions ou rétrocession aux collectivités,
- conclure toutes conventions avec l'État en application des procédures de conventionnement,
- signer toutes conventions de réservation de logements,
- effectuer toutes déclarations, toutes démarches ou publicités requises par les dispositions légales ou réglementaires applicables à l'activité de construction ou à la maîtrise d'ouvrage immobilière,
- consentir toutes conventions d'occupation,
- signer tous règlements de copropriété, états de division en volume,
- signer toutes conventions de constitution de servitudes.
- signer tous protocoles d'accord,
- signer tous mandats de délégation de maîtrise d'ouvrage, toutes conventions d'assistance à l'acquisition en VEFA et d'études pré-opérationnelles,
- déclarer toutes créances de la Société, auprès des administrateurs et liquidateurs judiciaires, et signer toutes pièces se rapportant à ces déclarations,

~~Et plus généralement, signer tout contrat, convention ou document se rapportant à son activité ainsi que résilier tout contrat et convention se rapportant à son activité.~~

Elle dispose également de tous les pouvoirs requis, dans le cadre des procédures internes de la Société, pour faire intenter en justice par le Département Juridique, les actions liées à son activité.

2. Direction du personnel

La Délégitaire dispose, dans tous les domaines couverts par la législation et la réglementation du travail, de tous les pouvoirs et moyens nécessaires pour exercer les responsabilités d'employeur à l'égard du personnel placé sous son autorité.

À ce titre, elle s'assure du respect des dispositions légales, conventionnelles et contractuelles, relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail et veille au respect des mesures

R

→

d'hygiène et de sécurité applicables aux conditions de travail (à l'exception des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du bâtiment du siège social et des établissements secondaires). Elle prend, à cette fin, toutes les mesures qu'elle estime nécessaires et utiles.

De même, elle vérifie que sont respectées les règles légales et les règles internes relatives aux congés et aux absences, y compris celles justifiées par une fonction syndicale ou une fonction de délégation dans la Société.

Avec l'assistance du responsable gestion du personnel, elle est habilitée à prendre les sanctions disciplinaires autres que les mises à pied et les licenciements, sauf délégation spécifique.

Elle doit, régulièrement et à tout moment nécessaire en fonction de ce qu'elle observe dans ses équipes, sensibiliser et former ou faire former l'ensemble du personnel placé sous son autorité, afin que chacun soit convaincu de l'importance que représente, dans l'exercice des activités de la Société, le respect de la législation du travail.

La Déléгатaire s'assure régulièrement de l'application effective, par le personnel placé sous son autorité, des dispositions législatives et réglementaires concernant la durée du travail, les conditions de travail et la sécurité, ainsi que de toutes les mesures prises pour leur application au sein de la Société. Elle est tenue de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer elle-même des contrôles pour s'assurer que ses instructions sont respectées.

3. Gestion des opérations de construction, d'acquisition-amélioration et d'aménagement et de démolition-reconstruction

La Déléгатaire dispose de tous les pouvoirs pour préparer, puis faire exécuter les opérations de construction, d'acquisition-amélioration, d'aménagement et de démolition-reconstruction, en prenant les mesures nécessaires pour que ses services respectent toutes réglementations applicables aux marchés et aux contrats ainsi que les règles d'urbanisme en vigueur.

En outre, la Déléгатaire prend toutes dispositions pour que soit assurée la sécurité sur les chantiers relevant de sa direction ainsi que la sécurité des biens et des personnes habitant dans les immeubles inclus dans les chantiers qu'elle conduit dans le cadre du déroulement des travaux.

En particulier, la Déléгатaire veille à ce que les obligations du maître d'ouvrage en matière de sécurité soient respectées.

Elle s'assure que les marchés et contrats signés prévoient toutes missions de contrôle et de sécurité nécessaires. Elle souscrit toutes assurances, conformes aux procédures internes, relatives aux chantiers et aux immeubles.

À ces effets, elle est autorisée à engager toute dépense, qu'elle résulte d'une lettre, d'un contrat, d'un marché ou d'un ordre de service, dans la limite des plafonds internes déterminés au sein de la Société.

Elle est autorisée à signer au nom de la Société, toute demande de permis de construire ou de démolir, convention d'aménagement et, d'une manière générale, toute convention ou pièce exigée par l'administration pour l'instruction des dossiers. De même, elle est autorisée à faire toute demande de financement dans la limite des plafonds internes, à faire toute demande de garantie auprès des collectivités locales et à signer toute pièce requise dans ce cadre.

Elle est également habilitée à faire appel à tout maître d'œuvre, architecte, bureau d'études, pilote ou spécialiste de la sécurité, ou à tout autre prestataire, à conclure notamment toute convention d'assistance ou de contrôle rendue nécessaire pour ou à l'occasion de l'exécution des travaux de démolition, construction, acquisition-amélioration, aménagement, ou des opérations d'acquisition de terrains ou d'immeubles.

La Déléгатaire dispose des pouvoirs nécessaires pour s'assurer du respect des procédures de consultation, qu'elles soient légales, réglementaires ou internes à la Société et traiter avec les entreprises titulaires des marchés, désignées à l'issue des procédures de consultation.

Elle est autorisée à signer ou résilier tout marché ou contrat, sous réserve de respecter le budget alloué par la Société.

La Délégitaire s'assure, lorsqu'elle fait appel à des tiers, du respect des règles relatives au travail dissimulé et à l'emploi de main-d'œuvre étrangère.

4. Relations avec les gestionnaires des résidences

Madame Sophie Rottner dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour organiser les relations de son service avec les gestionnaires de résidences en relations étroite avec les équipes de Résidences Sociales de France.

5. Pouvoirs financiers

Outre les pouvoirs d'engagement indiqués au paragraphe 3, ci-dessus, la Délégitaire a tous pouvoirs pour :

- recevoir les paiements et en donner quittance,
- signer les conventions de garantie des emprunts souscrits par la Société,
- effectuer des appels de fonds dans le cadre de la gestion des opérations de construction.

III. FACULTE DE SUBDELEGATION

La Délégitaire n'est pas autorisée à déléguer les présents pouvoirs et responsabilités à ses collaborateurs.

IV. DUREE

La présente délégation produira ses effets pendant toute la durée des fonctions actuelles de celle-ci, à moins qu'elle ne soit retirée ou modifiée par la Délégitante ou par toute personne habilitée à donner ou retirer de tels pouvoirs.

V. RESPONSABILITES

Il est rappelé que la Délégitaire assumera personnellement les obligations et responsabilités qui pourraient découler de ses attributions et pouvoirs, étant rappelé que sa responsabilité pénale pourra être engagée en cas de non-respect, par elle-même ou par le personnel lui étant directement rattaché, de la réglementation en vigueur.

La Délégitaire devra par conséquent se montrer particulièrement attentive tant au contenu qu'à l'évolution des règles pénalement sanctionnées visées par la présente délégation, notamment (et sans que cette liste soit exhaustive) celles relatives :

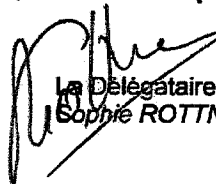
- (i) à la durée du travail, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans le Livre Ier de la Troisième partie du code du travail (articles L. 3111-1 et suivants) ;
- (ii) au travail dissimulé et à l'emploi de main-d'œuvre étrangère, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la Huitième partie du code du travail (articles L. 8221-1 et suivants et L. 8251-1 et suivants respectivement) ;
- (iii) à l'hygiène et à la sécurité des salariés, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la Quatrième partie du code du travail (articles L. 4111-1 et suivants) ;
- (iv) à la prévention des discriminations, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 et aux articles 225-1 et suivants du code pénal ;
- (v) à la prévention des discriminations dans la gestion du personnel salarié, telles qu'elles figurent à la date des présentes, aux articles L.1131-1 et suivants du code du travail ;
- (vi) aux procédures d'appel d'offres et de passation des marchés des organismes d'habitations à loyer modéré, telles qu'elles figurent à la date des présentes, dans le livre IV, titre III, chapitre III de la partie législative et livre IV, titre III, chapitre III de la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation et dans l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et ses décrets d'application ;

3f

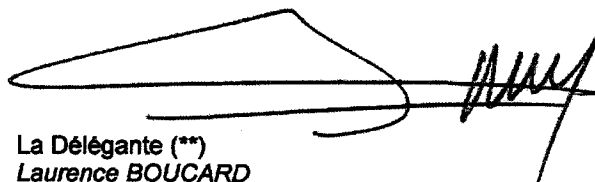
- (vii) à la protection des droits de la personne telle qu'elle est garantie, à la date des présentes, par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et ses textes d'application (articles 226-16 et suivants et R. 625-10 et suivants du code pénal) ;
- (viii) aux normes de sécurité applicables aux bâtiments, telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment :
 - dans le livre premier, titre II de la partie législative et livre premier, titre II de la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation ;
 - dans le livre III, titre I du code de la santé publique (prévention des risques relatifs à l'amiante et au plomb en particulier).
- (ix) au rôle du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent à la date des présentes aux articles L. 4531-1 et suivants du code du travail ;
- (x) aux procédures applicables en matière d'urbanisme telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment aux articles L. 160-1 et suivants et L. 480-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- (xi) aux opérations de construction telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment au livre premier, titre V de la partie législative du code de la construction et de l'habitation ;
- (xii) à l'environnement telles qu'elles figurent à la date des présentes notamment dans le livre premier, titre VI de la partie législative du code de l'environnement.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 16 mars 2018
En trois exemplaires

*Lu et approuvé,
bon pour acceptation
de délégation de pouvoirs
et de responsabilités*


La Déléguée (*)
Sophie ROTTNER

*Bon pour délégation de
pouvoirs et de responsabilités*


La Déléguée (**)
Laurence BOUCARD

(*) Signature précédée de la mention manuscrite : « lu et approuvé, bon pour acceptation de délégation de pouvoirs et de responsabilités »
(**) Signature précédée de la mention manuscrite : « bon pour délégation de pouvoirs et de responsabilités »

